

Le budget—M. Cassidy

Les électeurs de ma circonscription me disent qu'ils veulent des mesures propres à créer des emplois et non des mesures qui vont en supprimer. Non seulement les habitants de ma circonscription mais tous ceux de la région de la capitale nationale s'inquiètent des nouvelles compressions de l'ordre de 500 millions de dollars qui seront effectuées dans les dépenses des ministères dont au moins le tiers dans la région d'Ottawa parce que c'est là que se trouve l'essentiel de la Fonction publique. Les gens de ma circonscription s'inquiètent également que les services de train entre Ottawa et Toronto et entre Ottawa et Montréal seront réduits sinon supprimés d'ici un an ou deux.

Ils s'inquiètent de la diminution des crédits affectés à la formation pendant que de nombreux travailleurs, surtout des femmes, cherchent à retravailler ou espèrent obtenir de l'aide du gouvernement. Aujourd'hui que le taux de chômage reste élevé, ces personnes ne trouvent pas d'employeurs prêts à leur offrir une formation en cours d'emploi comme ils l'auraient fait il y a quelques années, alors que le taux de chômage était plus raisonnable. D'autres me rappellent que si le taux de chômage a quelque peu reculé, au Nouveau-Brunswick où ils ont de la parenté, il est encore de 14 p. 100. Et que dire des amis de Terre-Neuve où le taux est de 20 p. 100, ceux de la province de Québec où le taux est de 13 p. 100? Qu'en est-il de ma parenté en Colombie-Britannique où j'ai été élevé, là où le taux de chômage est de 16 ou 17 p. 100? N'avons-nous pas quelques responsabilités à l'égard de ces régions éloignées? Je crois que si, monsieur le Président. Je me demande comment la politique budgétaire peut viser essentiellement des régions comme Eto-bicoke, Capilano, Westmount, Rosedale et quelques autres régions prospères...

M. Hicks: Scarborough.

M. Cassidy: Scarborough, oui... et d'autres régions dont les grands entrepreneurs ont dit au gouvernement de réduire le déficit et de ne pas s'inquiéter du simple citoyen. Et c'est à cela que je veux en venir.

Pour ce qui est de ma circonscription, les nouvelles réductions d'effectif qui s'ajoutent aux 15,000 emplois supprimés dans la Fonction publique, sont des nouvelles extrêmement inquiétantes. Ces réductions sont si draconiennes que les gestionnaires n'auront d'autre choix que de procéder à de nouveaux congédiements en sus des 15,000 qu'ils ont déjà été obligés de faire. Non seulement des gens seront mutés d'un emploi à l'autre, mais d'autres se retrouveront tout simplement en chômage. D'ici quelques années, il ne sera pas facile de se trouver un emploi à Ottawa. Il est probable que le gel de l'embauche sera à l'ordre du jour dans la Fonction publique et cela pour une période indéterminée. Il en est de même pour les services donnés à l'entreprise. Les compagnies qui travaillent à forfait pour le gouvernement vont se ressentir durement de ces compressions de 500 millions de dollars, car les ministères vont supprimer ces dépenses discrétionnaires.

Le gouvernement se berce d'illusions s'il pense pouvoir économiser 500 millions de dollars sans toucher aux services publics ou à la Fonction publique. Nous perdrons 10,000 emplois de plus, je le crains. Je mets le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) au défi de me démentir, de nous assurer que pas un seul emploi dans la Fonction publique ne sera sacrifié à la suite de ces compressions de 500 millions de dollars prévues pour l'an prochain. Je doute qu'il puisse réaliser un pareil tour de force.

Mes chiffres me disent que 5 p. 100 du personnel sera sacrifié au cours des quatre prochaines années. Personne ne l'ignore. Les taux de rémunération augmenteront de 13 ou de 14 p. 100 sur cette même période. C'est le pourcentage convenu dans le cadre des négociations qui ont eu lieu ces derniers jours. Il reste donc un manque à gagner de 9 p. 100 au gouvernement. Il ne parviendra certes pas à le combler en économisant sur les crayons, sur les voyages aériens et ainsi de suite. On ne peut pratiquer de telles compressions et assurer en même temps les emplois de la Fonction publique et les mêmes services à la population. C'est impossible, monsieur le Président. Je vais certes ouvrir l'œil, mais l'avenir ne laisse de m'inquiéter sur ce chapitre-là.

Les chiffres du gouvernement démontrent très nettement qu'il aurait pu garantir la sécurité d'emploi des fonctionnaires tout en réduisant la taille de la Fonction publique grâce aux départs normaux. On sait que les sept cents emplois qui seront sacrifiés cette année représentent, aux dires du gouvernement, trois dixièmes de 1 p. 100 de toute la Fonction publique. Or, si le gouvernement peut récupérer 500 millions de dollars comme il l'a annoncé hier, il ne devrait pas avoir de mal à en trouver 20 ou 30 millions de plus pour financer la rémunération de trois dixièmes de 1 p. 100 de la Fonction publique.

● (1750)

Si le gouvernement avait été prêt à négocier la sécurité d'emploi au sein de la Fonction publique et capable d'assurer que personne ne serait privé de son emploi contre son gré, il aurait pu alors compter sur la collaboration du secteur public à une gestion plus efficace. Aucun employé du gouvernement ne s'oppose à cela. Tout le monde comprend la nécessité de rendre une organisation efficace. En ma qualité de représentant d'un grand nombre d'employés de la Fonction publique, je suis de tout cœur en faveur de doter le Canada d'une Fonction publique dont tous les employés soient fiers.

Mais les fonctionnaires qui sont menacés d'être mis à pied, sans savoir s'ils ne seront pas les premiers à partir, tout en sachant que leur employeur peut décider abritairement de les mettre à la porte sans se soucier de l'ancienneté ou des états de service, n'ont guère le souci de collaborer. S'ils acceptent de le faire, ils risquent de favoriser à leurs propres dépens l'avancement de leurs collègues. S'ils aident à former leurs collègues, ils risquent de voir ceux-ci les supplanter...